

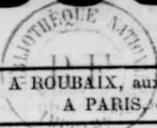
BUREAUX. RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois. 13 fr
Six mois. 23 »
Un an. 44 »

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces :



JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France
Trois mois. 14 »
Six mois. 27 »
Un an. 51 »

ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait. —

À ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeek, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée
A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bulier et C^o place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 30 AVRIL 1872

BOURSE DE PARIS

DU 30 AVRIL

3 0/0 54 70
4 1/2 73 »
5 0/0 87 60

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

BULLETIN QUOTIDIEN

La nouvelle de l'arrestation de don Carlos, à Marseille, donnée hier par tous les journaux, était fautive. Le prince est en Espagne, au milieu de ses partisans et il vient d'adresser au peuple de la péninsule une proclamation dont tous les journaux impartiaux s'accordent à louer l'extrême modération. Il n'y a pas de nouvelles de l'insurrection, aujourd'hui, mais il se confirme de plus en plus que le trône du roi Amédée est chancelant. Ce n'est pas seulement un mouvement carliste qui a éclaté au-delà des Pyrénées, c'est un soulèvement national contre la dynastie étrangère. Au point de vue des intérêts français, nous devons souhaiter l'heureux succès du roi Charles VI.

M. Gladstone vient d'obtenir un nouveau répit de ses adversaires. Lord Russell a ajourné à lundi prochain sa proposition relative à la question de l'Alabama. Le Times publie, en outre, une dépêche de Philadelphie, 28 avril, disant que « les Américains influents continuent leurs efforts pour faire retracer les réclamations pour dommages indirects. On espère qu'ils réussiront. »

Le gouvernement allemand met une fébrile activité à multiplier les communications entre les pays de l'empire et les provinces nouvellement acquises. Outre le pont fixe de Kehl, on projette la construction d'un pont fixe entre les rives du Rhin à Ludwigshafen; un canal latéral du Rhin de Strasbourg à Gemersheim, et un ensemble de voies ferrées reliant la vallée du Rhin à la Lorraine allemande. En outre, on parle de remplacer le pont de bateaux de Mannheim par un pont fixe. D'après une feuille officielle, la Gazette de Strasbourg, un projet de mettre le grand duché de Bade et l'Alsace en communication directe au moyen de six ponts de bateaux, aurait déjà été adopté par les administrations des deux pays, et ces ponts seraient construits, en partie du moins, avant la fin de la saison.

Les journaux de Naples sont remplis de détails sur la catastrophe du Vésuve. Il est impossible de préciser le nombre des victimes. Dans quelques localités, la dévastation est terrible. Toutes les autorités se sont rendues sur les lieux; les soldats, les équipages des navires de guerre, les gardes nationaux et la police donnent des secours et maintiennent l'ordre.

La lave a changé plusieurs fois de direction. Hier, il était impossible de voir le Vésuve à cause de la fumée. Une pluie de scories brûlantes est arrivée jusqu'à Scafati et Salerno. A Scafati, les soldats ont reçu l'ordre de mouiller les poudres, afin de sauver la poudrière. On assure

que, dans quelques endroits, à Sa Sebas-stiano, il y a jusqu'à six mètres de lave.

La pluie de cendre, dans quelques localités, est accompagnée par la foudre. Dans d'autres localités, la cendre qui couvre le terrain, a plusieurs centimètres d'épaisseur.

Tous les journaux louent le courage du professeur Palmieri, qui est resté à son poste, à l'Observatoire, pour suivre la marche de l'éruption.

On dément catégoriquement les nouvelles données par une dépêche parisienne du Times, que l'Italie ferait des travaux de fortifications dans la rivière de Gènes, et que M. Nigra aurait informé le gouvernement français de la formation d'un camp de manœuvres près des frontières de Savoie.

On assure que la nomination du comte d'Harcourt à l'ambassade de Londres, et celle de M. de Bourgoing à l'ambassade de Rome, sont définitivement arrêtées.

Lettres de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 29 avril 1872.

M. Thiers prend toutes ses précautions pour dégager la responsabilité de son gouvernement dans les affaires d'Espagne; il craint de se compromettre avec la révolution italienne et avec l'Empire d'Allemagne, qui appuient la cause d'Amédée, en haine de la France; il semble que le même motif devrait enlever à ce souverain d'importation étrangère les sympathies de nos libéraux et démocrates. . . il n'en est rien, vive la révolution partout et toujours, et meure la France! telle est la politique pratiquée par ces fiers patriotes.

Le Journal officiel, à propos des événements d'Espagne, croit devoir rappeler les pénalités qui frapperaient ceux de nos compatriotes tentés d'aller servir la cause du roi Charles VII. Cette précaution était assez inutile, parce que aucun concours n'a été demandé à aucune des notabilités militaires de notre pays, et, de plus, elles se réservent exclusivement pour le service de la France.

Si M. Thiers a quelque raison de ne pas vouloir se créer de difficultés avec l'Italie et l'Allemagne, il ne faudrait pas cependant pousser le zèle trop loin, car, après tout, l'intérêt de la France n'est pas de maintenir le fils de Victor Emmanuel sur le trône d'Espagne.

Comme les nouvelles qui nous arrivent de ce pays sont très-contradictoires, je pense que vous lirez avec intérêt les informations suivantes qui me sont envoyées de la frontière espagnole, à la date du 26 avril, par une personne qui cherche à démêler la vérité au milieu des mensonges officiels et des exagérations :

« Vous savez que les élections se font en Espagne à la Robert Houdin. Or, il est un fait incontestable, c'est que le parti carliste est en majorité dans ce pays; voilà pourquoi le gouvernement provisoire, après la chute d'Isabelle, s'est bien gardé de recourir à un plébiscite, sachant d'avance la réponse des élec-

teurs. Dans les dernières cortès, le parti carliste, malgré toutes les manœuvres du gouvernement, comptait 60 membres; il n'y en a que 38 qui aient triomphé dans les dernières élections, ce qui doit être attribué à la coalition qui a obligé, dans beaucoup de localités, les carlistes à voter pour d'autres candidats que les leurs, puis sont venus les escamotages officiels. Je vous citerai cet exemple : à Pampelune, les carlistes assistaient au scrutin avec le plus grand calme; on imagine de faire crier à un agent de police : Vive Charles VII; on tombe sur les carlistes, on les chasse de la salle. . . et le tour est joué!

« L'exaspération était grande dans les provinces basques; des bandes s'étaient déjà formées sans attendre l'appel du Roi; lorsque le signal a été donné, le pays s'est levé comme par enchantement, les jeunes gens disparaissaient des villages, les ouvriers de leurs travaux, sans qu'on sache comment ni par où. Des bandes armées se rendent aux points de réunion, sans bruit mais sans se cacher; à l'heure qu'il est, on peut compter au moins en Navarre, 4000 hommes; en Gipuzova, 3000 hommes; en Alava 4000 hommes; en Biscaye de 4000 à 5000 — en tous dans les quatre provinces, il y a environ quinze à seize mille insurgés. Mais, tous les jours, ce nombre augmente, et qu'un premier succès s'affirme il doublera sur place. Il n'y a pas eu encore de véritable action engagée, à peine quelques coups de fusils; grande a été l'émotion du côté des Amédistes, lorsque, il y a peu de jours, on a retiré du cou d'un carabinier blessé une balle remington; il paraît donc que les Carlistes sont bien armés; plusieurs bandes sont déjà enrégimentées et équipées; les officiers portent l'uniforme espagnol avec la Boïna (bêret) blanche; les soldats ont une blouse avec la Boïna, le collet et la ceinture blanches. Ce qu'il y a de grave jusqu'ici, c'est qu'il n'y a point de nouvelles de plusieurs compagnies parties à la poursuite des insurgés. Un bataillon de Pampelune était cerné, le 24 avril, dans le nord de la Navarre, et demandait du secours : là est le point difficile pour le gouvernement; lorsqu'il s'agit d'envoyer un bataillon contre les Carlistes, l'un est à moitié Alphonstiste, l'autre républicain; on ne sait sur lequel compter. Déjà, à Bilbao, 20 soldats de la ligne ont passé aux carlistes. On annonce un soulèvement général de républicains dans les grandes villes, comme étant très-prochain.

Le parti Carliste est surtout puissant en Aragon, où le soulèvement est général; dans la Manche, dans les montagnes de Tolède, en Castille, à Burgos, à Valladolid, etc. Ajoutez à ces complications pour le gouvernement les sympathies d'une partie de l'armée pour le fils d'Isabelle.

« Jusqu'à ce jour, les soulèvements Carlistes avaient été assez mal dirigés; mais cette fois-ci tout paraît bien organisé. A la tête du mouvement Navarrais il y a un colonel du génie, Ybarola, qu'on dit capable. Dans les provinces Basques, les insurgés sont commandés, dit-on, par Diaz de Herada.

« D'après les plus récentes nouvelles, Serrano arrive avec 7 bataillons; c'est un homme capable et courageux, quoique déjà vieux. La tactique des Carlistes consiste à se maintenir dans les montagnes, en évitant une attaque générale. Le gouvernement concentre ses troupes dans les chefs-lieux. »

Malgré les dépêches qui signalent la présence à Genève de Don Carlos et de son frère, le gouvernement français croit savoir qu'ils ont réussi à entrer en Espagne.

La marine Espagnole est très peu sympathique pour Amédée.

Des navires italiens sont en croisière sur les côtes d'Espagne, ce qui est une intervention, quand notre gouvernement pratique une neutralité contraire à nos intérêts.

La dernière séance de l'Assemblée a prouvé, encore une fois, que M. Victor Lefranc devrait bien méditer le proverbe oriental qui dit que, si la parole est d'argent, le silence est d'or. Vous savez que M. le comte Joubert avait conçu la pensée de stimuler la vigilance du gouvernement sur l'usage des passeports. Dans une interpellation où la vivacité de la forme dépassait peut-être un peu l'excellence de l'intention, l'orateur a exprimé la crainte qu'en laissant les Anglais et les Belges circuler chez nous sans passeports, le ministre de l'intérieur ne s'exposât à laisser passer quelques communards. Rien n'était aisé comme de répondre simplement : Nous y veillerons. Et la modération de cette attitude n'aurait que mieux assuré au pouvoir les dispositions évidemment bienveillantes de la Chambre.

M. Victor Lefranc a mieux aimé faire un discours. Il a commencé par enfilier un chapelet de ces phrases impossibles dont seul il a le secret : Il est vrai, disait M. le ministre, il est vrai que, depuis longtemps, on a supprimé nos vieilles formalités. Il fallait bien veiller à l'observance des convenances; puis, en 1861, les Anglais ont obtenu quelques privilèges; c'était une obéissance aux moeurs suivant les nécessités des frontières. Maintenant, notre prospérité a abouti à la témérité. Il nous a donc fallu plus de défiance. Enfin, notre prospérité cessait; nous remplaçons les barrières de la force par celle de la défiance.

Si sérieuse que soit une Chambre, il est bien difficile de ne pas sourire devant les barrières de la force. On s'en est donné à cœur joie. Et le ministre impatient de s'écrier : Enfin, voulez-vous tout savoir? Eh bien! sachez que les archives de la société générale ont été incendiées sous la Commune et que nos agents sont réduits à se guider sur de simples souvenirs.

Cette fois, la Chambre a cessé de rire; mais elle trouvait plus que jamais que M. le ministre venait de manquer une excellente occasion de se taire. Grâce à son discours, les conspirateurs et les organes de toute nuance sont avertis qu'on a perdu leur trace, que leurs dossiers n'existent plus, et qu'ils peuvent faire peau neuve.

Aussi, l'Assemblée a-t-elle compris qu'il y avait assez d'éloquence ministé-

rielle comme cela; et l'on s'est empressé de clore le débat par un ordre du jour pur et simple.

M. Victor Lefranc, instruit sans doute par le malheur, a été ensuite beaucoup plus concis en répondant à l'honorable M. Millaud (de l'extrême gauche), et il s'en est bien trouvé. Quand M. Millaud, à propos des arrestations faites à Lyon, s'est-il écrié : comment M. Thiers a-t-il pu nous dire que l'ordre régnait en France, puis qu'on y fait des arrestations? C'est précisément par ce qu'on a fait ces arrestations que l'ordre y règne, a répliqué M. Victor Lefranc. Et les applaudissements ont été de son côté.

Le gouvernement a pu juger par cet incident combien une attitude énergique et franche à l'endroit de l'extrême gauche lui concilierait promptement la majorité. Pourquoi donc M. Thiers ne rompt-il pas nettement avec M. Gambetta? Car, c'est une vérité pénible à dire, qu'au moment même où les manœuvres de la rue Grôlée rendent des arrestations nécessaires, les membres de la majorité à Versailles ne sont pas encore tout à fait rassurés sur les relations de Rabagas avec le pouvoir.

Le volume publié chez Henry Plon par le maréchal Bazaine : L'armée du Rhin depuis le 12 août jusqu'au 29 octobre 1870, n'est, dit-on, avec quelques développements, que le mémoire justificatif lu au conseil d'enquête. Sur les 300 pages du volume, il y en a 100 pour les pièces justificatives. Cet ouvrage, qui contient les dépêches de l'Empereur et les documents officiels relatifs à la campagne du Rhin, renferme aussi une série de onze cartes et plans, indiquant tous les mouvements successifs de l'invasion, les positions des armées en avant, pendant et après les batailles, et la carte complète de l'investissement de Metz. Les militaires compétents ne pensent pas que l'exposé du maréchal réussisse à le justifier et, dans tous les cas, il ne servira qu'à rendre inévitable et à hâter la publication du rapport du conseil d'enquête.

DE SAINT-CHÉRON.

Des lettres particulières d'Allemagne annoncent que la santé de l'empereur Guillaume subit, depuis quelques jours, des alternatives qui ne laissent pas de préoccuper vivement son entourage, mais dont on cache soigneusement la gravité au public.

L'empereur Guillaume est âgé de soixante-quinze ans.

On ajoute — sans que nous soyons en mesure de contrôler l'exactitude de ce bruit — que le dernier déplacement de la reine Victoria, dont la fille aînée a épousé le prince Frédéric, fils aîné de l'empereur Guillaume, ne serait pas étranger aux préoccupations causées par l'état de l'empereur.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 29 avril 1872.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY.

La séance est ouverte à deux heures 40 minutes.

Le procès-verbal est lu et adopté. L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet rela-